POLITIQUE ET PROCÉDURES RELATIVES AUX ALLÉGATIONS D'ABUS DE MINEURS OU D'ADULTES VULNÉRABLES DANS LES ACTIVITÉS DE LA PRÉLATURE DE L'OPUS DEI AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

1.0 POLITIQUE

1.01 L'Église catholique et, en son sein, la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei aux États-Unis et au Canada (ci-après, « la Prélature »), considère que les abus commis sur des mineurs et des adultes vulnérables, et en particulier les abus sexuels, constituent une grave offense à Dieu. De tels abus portent atteinte à des aspects centraux de notre foi et de notre vie chrétiennes, car ils offensent l'image de Dieu dans les personnes les plus vulnérables – l'objet de sa prédilection - et laissent derrière eux des blessures très difficiles à guérir. De tels actes sont particulièrement graves lorsqu'ils sont commis par des personnes qui s'engagent à aider les autres à suivre de plus près Jésus-Christ et ses enseignements, et qui sont donc tenues de rendre un témoignage fidèle de l'amour de Dieu pour ses petits. L'Église s'efforce donc de prévenir ces actes et, lorsqu'ils se produisent malgré elle, de réagir avec rigueur, tant sur le plan juridique que pastoral, car « la protection effective des mineurs et l'engagement en vue de leur garantir le développement humain et spirituel conforme à la dignité de la personne humaine, font partie intégrante du message évangélique que l'Église et tous ses membres sont appelés à diffuser dans le monde. » (*Chirographe du Pape François instituant la Commission pontificale pour la protection des mineurs*, 22 mars 2014).

Le 4 avril 2008, une politique et des procédures relatives aux allégations d'abus sexuels sur mineurs par des membres du personnel de la Prélature de l'Opus Dei aux États-Unis ont été approuvées par le vicaire régional des États-Unis, conformément aux *Normes essentielles pour les politiques diocésaines/éparchiales traitant des allégations d'abus sexuels sur mineurs par des prêtres ou des diacres (Normes essentielles)*, promulguées le 5 mai 2006 par la Conférence des évêques catholiques des États-Unis. Cette politique a été révisée et approuvée par le vicaire régional le 4 novembre 2016 en accord avec les recommandations de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi (CDF) contenues dans la Lettre circulaire du 3 mai 2011, qui établit que les évêques et ceux qui leur sont canoniquement équivalents devraient avoir des procédures claires pour traiter les allégations d'abus sexuels de mineurs par des clercs. Une politique similaire a été approuvée par le vicaire régional du Canada le 1er mai 2016. À la suite de la publication du Motu Proprio *Vos estis lux mundi* (VELM) le 22 février 2020, le Prélat de l'Opus Dei a publié des directives (les « directives de la Prélature ») contre tous les types d'abus. Dans ces directives, il applique à la Prélature les principes directeurs pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables énoncés par le pape François dans les normes données pour la Cité du Vatican le 26 mars 2019. En exécution des indications données dans les lignes directrices de la Prélature, le vicaire régional de la Prélature aux États-Unis et au Canada a émis la présente politique, qui tient également compte des recommandations données par les conférences des évêques catholiques des États-Unis et du Canada, ainsi que des lois civiles applicables dans les deux pays.

1.02 Cette politique s'applique aux actions du personnel de la Prélature aux États-Unis et au

Canada qui, sous l'autorité du vicaire, mène des activités de la Prélature.

2.0 DÉFINITIONS

2.01 Aux fins de la présente politique, on entend par « mineur » toute personne âgée de moins de dix-huit ans. Une « personne vulnérable » est toute personne dans un état d'infirmité, de déficience physique ou psychique ou de privation de liberté personnelle qui, de fait, limite, même occasionnellement, sa capacité de comprendre, de vouloir ou de résister à une offense (cf. VELM, art. 1 § 2 a, b). Lorsque le terme « mineur » est utilisé dans cette politique, il est entendu qu'il inclut également les adultes vulnérables.

2.02 Dans la présente politique, le terme « abus » s'entend des comportements mentionnés dans les lignes directrices de la Prélature. L'abus consiste en a) un acte isolé ou une absence d'acte (négligence) qui cause de manière déraisonnable un préjudice physique ou émotionnel grave à un mineur ou qui place le mineur dans une situation de danger immédiat d'un tel préjudice ; ou b) un ensemble durable d'actes ou de négligences qui causent un préjudice physique ou émotionnel grave à un mineur, y compris des actes tels que rabaisser, effrayer, insulter, discriminer, injurier, faire d'une personne le sujet de plaisanteries, ne pas lui fournir une nourriture, un abri, des soins médicaux ou une surveillance adéquats, etc. Par « abus sexuel », on entend toute infraction externe, objectivement grave, au sixième commandement du Décalogue, commise à l'égard d'un mineur. Des lignes directrices plus détaillées sur ce qui constitue un abus sexuel au sens de la présente politique figurent à l'annexe 1. En dernier ressort, il incombe au vicaire, avec l'avis du comité d'examen, de déterminer si un comportement particulier constitue un abus ou un abus sexuel au sens de la présente politique.

2.03 Le terme « victime » désigne la personne qui a prétendument ou effectivement subi un abus de la part d'un membre du personnel de la Prélature. À moins que la victime ne soit plus mineure au moment de l'allégation, il est présumé dans cette politique que dans toutes les actions entreprises concernant la victime, les interactions auront lieu soit avec les parents, tuteurs ou autres représentants légaux de la victime, soit avec leur permission. Dans le cas d'adultes vulnérables, les interactions auront lieu avec leurs représentants légaux.

2.04 Le terme « Prélature » désigne la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei aux États-Unis et au Canada.

2.05 Le « personnel de la Prélature » comprend tous les fidèles de l'Opus Dei, prêtres, diacres et laïcs, qui, sous l'autorité du vicaire, réalisent les activités de la Prélature.

2.06 Le terme « vicaire » désigne le vicaire régional de la Prélature de la Sainte-Croix et Opus Dei aux États-Unis et au Canada. En tant qu'Ordinaire de cette circonscription de la Prélature (cf. *Statuts* de la Prélature de l'Opus Dei (« *Statuta* »), n. 151 § 1), le vicaire est l'autorité ecclésiastique responsable de la mise en œuvre de la politique et de l'exécution des procédures prévues dans cette politique. D'autres personnes peuvent assister le vicaire et donner leur avis, mais sans remplacer son jugement ou sa responsabilité.

3.0 PERSONNEL SOUMIS À CETTE POLITIQUE

3.01 Cette politique s'applique aux allégations (cf. c. 1717 § 1 CIC) de possibles abus et

mauvais traitements de mineurs attribués à des personnes, clercs ou laïcs, qui, au moment de l'allégation, sont sous la juridiction du vicaire régional en tant que fidèles de l'Opus Dei. Dans le cas d'allégations contre d'anciens fidèles de l'Opus Dei, la politique et les procédures seront suivies au moins en ce qui concerne le traitement de la victime présumée, le signalement aux autorités civiles, l'information d'autres entités ecclésiastiques si nécessaire, et l'enquête sur les faits dans la mesure du possible.

3.02 En ce qui concerne les fidèles laïcs de l'Opus Dei, ces normes ne s'appliquent que lorsqu'une allégation se réfère à des actions commises alors qu'ils exerçaient une activité de la Prélature sous l'autorité du vicaire. Les normes ne s'appliquent pas à eux dans leurs activités professionnelles ou personnelles.

3.03 Si une allégation concerne un délit éventuel commis par un clerc de la Prélature dans l'exercice des fonctions qui lui ont été légitimement confiées par une autorité diocésaine, les autorités de la Prélature travailleront en étroite collaboration avec l'autorité diocésaine dans le cadre de l'enquête sur l'allégation.

3.04 Si une allégation concerne le comportement d'un clerc non incardiné dans la Prélature ou d'un membre d'un institut de vie consacrée alors qu'il est engagé dans une institution dont la Prélature assume la responsabilité de l'orientation spirituelle chrétienne, le vicaire en informera l'Ordinaire ou le Supérieur de cette personne (cf. VELM, art. 3 § 1).

3.05 En ce qui concerne les employés laïcs et les bénévoles des institutions pour lesquelles la Prélature assume la responsabilité de l'orientation spirituelle chrétienne, cette politique ne s'applique qu'aux personnes occupant des postes pour lesquels elles ont été désignées par le vicaire (conformément aux accords entre l'institution et la Prélature). Si le vicaire reçoit des allégations concernant d'éventuels abus commis par d'autres personnes, il communiquera l'information à l'institution, afin qu'elle puisse suivre ses propres politiques en matière de protection des mineurs.

4.0 COMITÉ D'EXAMEN

4.01 La Prélature maintiendra un comité d'examen qui servira d'organe consultatif confidentiel au vicaire dans l'exercice de ses responsabilités en ce qui concerne les allégations d'abus de mineurs contre le personnel de la Prélature. Parmi ses fonctions, on peut citer :

- a) offrir des conseils sur tous les aspects de ces affaires, que ce soit de manière rétrospective ou prospective;
- b) conseiller le vicaire, ainsi que le Promoteur de Justice (s'il est nommé), dans son évaluation des allégations d'abus sur mineurs et dans sa détermination de l'aptitude des clercs au ministère (voir articles 6.12 et 8.01 ci-dessous);
- c) réviser les politiques de la Prélature en matière d'abus de mineurs.

4.02 Le comité d'examen sera composé d'au moins cinq personnes d'une intégrité et d'un jugement remarquables, en pleine communion avec l'Église. La majorité des membres du comité d'examen seront des laïcs qui ne sont pas au service de la Prélature, bien qu'au moins

un membre doit être un prêtre de la Prélature ayant plusieurs années d'expérience pastorale et un bon jugement avéré, et qu'au moins un membre doit avoir une expertise particulière dans le traitement des abus commis sur des mineurs. Les membres seront nommés par le vicaire pour un mandat de cinq ans, renouvelable.

4.03 Le comité d'examen se réunira aussi souvent que nécessaire pour remplir sa fonction, y compris sur le site à la demande du vicaire. Le vicaire peut demander au promoteur de justice (s'il en a été nommé un) ainsi qu'à un membre de son conseil d'assister aux réunions.

4.04 Dans toutes leurs activités, les membres du comité d'examen respecteront la confidentialité. De même, lors de la consultation du comité d'examen, le vicaire ne révélera les identités et les renseignements personnels que dans la mesure nécessaire à la consultation.

5.0 LA FORMULATION ET LA RÉCEPTION D'ALLÉGATIONS D'ABUS À L'ENCONTRE D'UN MINEUR

5.01 Le vicaire nommera un Coordinateur de la réponse aux victimes (« coordinateur »), qui sera responsable de la réception de toutes les allégations d'abus à l'encontre d'un mineur impliquant le personnel de la Prélature. Si, dans un cas donné, le coordinateur n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions, le vicaire désignera un remplaçant. Le coordinateur reçoit les allégations avec respect, compréhension et compassion ; il doit savoir écouter, agir avec tact et sensibilité et comprendre les besoins des personnes qui se présentent. Le coordinateur travaillera avec le Coordinateur de la sécurité de l'environnement (cf. les directives de la Prélature, 8).

5.02 Un numéro de téléphone et une adresse courriel pour contacter le coordinateur seront affichés sur le site web de l'Opus Dei (www.opusdei.org). Toute personne souhaitant déposer (ou mettre à jour) une allégation d'abus commis par un membre du personnel de la Prélature à l'encontre d'un mineur devrait contacter le coordinateur.

5.03 Tout fidèle de l'Opus Dei qui a connaissance d'un comportement répréhensible du personnel de la Prélature à l'égard d'un mineur ou qui a de bonnes raisons de le soupçonner doit le signaler immédiatement au coordinateur, à moins que cela ne porte atteinte à la confidentialité de la direction spirituelle ou à la relation prêtre/pénitent du sacrement de la réconciliation.

5.04 Dès qu'il est informé par une source quelconque d'une allégation d'abus sur un mineur par un membre du personnel de la Prélature, le coordinateur prend rapidement contact avec la personne à l'origine de l'allégation. Il prendra également contact avec la victime présumée, à moins qu'il n'y ait de sérieuses raisons de retarder cette prise de contact. L'évaluation et l'enquête subséquente de toute allégation anonyme seront traitées au cas par cas.

5.05 Le coordinateur demande à la personne qui présente l'allégation d'envoyer un rapport écrit avec autant d'informations pertinentes que possible (voir annexe 3). Il demandera la même chose à la victime présumée ou à ses parents. Si nécessaire, le coordinateur peut remplir le formulaire et demander à la victime de le signer, après l'avoir lu (ou fait lire) et avoir eu la possibilité d'y apporter d'éventuelles corrections ou modifications. Si la personne est d'accord avec la déclaration écrite mais ne souhaite pas la signer, le coordinateur en prend note par écrit.

Dans les cas où le coordinateur a rédigé la déclaration, un notaire canonique doit être présent lorsque la victime lit la déclaration et l'accepte (en la signant ou autrement). Dans les cas d'abus sexuels impliquant un crime contre la dignité du sacrement de pénitence (SST art. 4), les accusateurs seront informés que leur nom ne sera pas communiqué à la personne accusée à moins qu'ils n'aient donné leur consentement exprès (SST, art. 24).

5.06 Le coordinateur coordonnera l'assistance pour la prise en charge pastorale immédiate de la victime présumée et de sa famille, sans se prononcer sur la véracité de l'accusation. Il s'assurera qu'elles bénéficient d'une aide spirituelle adéquate et pourra leur proposer un accompagnement spirituel par un prêtre qualifié. Si nécessaire, ces personnes se verront également proposer une aide médicale, psychologique et sociale, ainsi que des informations sur les questions juridiques telles que l'obtention d'un avocat. Le coordinateur conseillera également la victime sur les procédures (civiles et canoniques) à mettre en œuvre dans le cadre de cette politique.

5.07 Le coordinateur informera sans délai le vicaire de toute allégation, en lui donnant également son avis sur la question, s'il le juge opportun, ainsi que sur les éventuelles mesures d'accompagnement ou d'aide pastorale ou psychologique à apporter aux personnes qui ont fait part de l'allégation et aux victimes éventuelles.

5.08 Le coordinateur conservera un registre de ses actions concernant chaque allégation, mais ne conservera aucun compte rendu écrit de l'allégation après l'avoir envoyé au vicaire.

5.09 Le vicaire et le coordinateur veilleront à ce que toutes les personnes concernées respectent toutes les lois applicables concernant le signalement aux autorités civiles des allégations d'abus sur mineurs et coopéreront également à leurs enquêtes. Dans tous les cas, le droit d'une personne à faire un rapport aux autorités civiles sera soutenu. En règle générale, toutes les allégations seront signalées, même si la victime présumée ou ses parents s'y opposent.

5.10 En cas d'allégation d'abus sexuel sur un mineur par un clerc, le vicaire informera l'Ordinaire du diocèse où l'abus présumé a eu lieu et, dans les cas mentionnés à l'article 3.04 ci-dessus, l'Ordinaire ou le supérieur de l'accusé. Si l'accusé est un prêtre incardiné dans la Prélature, le vicaire informera également le Prélat.

6.0 L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE (c. 1717 CIC)¹

6.01 Lorsqu'il reçoit une allégation d'abus, le vicaire détermine (i) si elle est manifestement fausse ou frivole, et (ii) si elle peut constituer un délit canonique.

6.02 Si l'allégation semble manifestement fausse ou frivole, il consulte le comité d'examen. La décision de ne pas enquêter sur une allégation sera formalisée dans un décret, qui doit être

¹ Des conseils sur l'interprétation et la mise en œuvre de cette section 6.0 sur l'enquête préliminaire mentionnée au canon 1717 du *Code de droit canonique de 1983* sont disponibles dans les documents suivants : la version 2022 du *Vademecum* « Sur certains points de procédure dans le traitement des cas d'abus sexuels sur mineurs commis par des clercs », publié par le Dicastère pour la Doctrine de la Foi, et le *Guide d'utilisation du Livre VI*, publié en mai 2023 par le Dicastère pour les Textes Législatifs. Bien qu'aucun de ces documents ne soit normatif, ils fournissent des informations plus détaillées sur les étapes discutées ci-dessous.

communiqué à ceux qui ont formulé l'allégation, comme le prévoit le c. 55 CIC, et ces personnes doivent être informées qu'un appel peut être interjeté auprès du Prélat contre ce décret, conformément aux cc. 1732-1739 CIC.

6.03 Si l'allégation n'est pas manifestement fausse ou frivole, et si la conduite alléguée peut éventuellement constituer un délit canonique, le vicaire ouvrira une enquête préliminaire par décret (cf. c. 1717 CIC), à moins qu'une telle enquête ne soit entièrement superflue. Le but de cette enquête est d'obtenir des informations plus détaillées concernant les faits et les circonstances de l'allégation (par exemple, la ou les personnes impliquées et le(s) moment(s) et lieu(x) pertinent(s) de l'événement), ainsi que l'imputabilité de la personne accusée. L'enquête sera menée d'une manière adaptée à l'allégation et ne devrait normalement pas dépasser 90 jours, bien que l'enquête puisse durer plus longtemps si le vicaire le juge nécessaire.

6.04 Si une allégation n'est pas manifestement fausse ou frivole mais ne constitue pas un délit canonique, le vicaire ouvrira une enquête et la mènera en suivant, avec les ajustements nécessaires, les dispositions suivantes énoncées à l'article 6. À l'issue de l'enquête, il consultera le comité d'examen sur les mesures appropriées à prendre à la lumière de l'enquête (voir article 8 ci-dessous) et consignera dans un décret les décisions prises et les mesures appliquées.

6.05 Le vicaire peut retarder l'ouverture de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) afin d'éviter toute interférence avec une action civile ou criminelle, en émettant un décret à cet effet.

6.06 Toutes les mesures appropriées doivent être prises pour protéger la réputation de la victime présumée et de l'accusé pendant l'enquête préliminaire (c. 1717, § 2 CIC).

6.07 Au cours de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC), l'accusé jouit de la présomption d'innocence et, à moins qu'il ne reconnaisse avoir commis les actes allégués, il ne peut être jugé coupable avant qu'un procès canonique approprié n'ait été complété.

6.08 Le décret par lequel le vicaire ouvre l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) établira, notamment, ce qui suit :

- a) Les raisons de l'ouverture de l'enquête, y compris le(s) délit(s) canonique(s) qui auraient pu être commis;
- b) La personne à laquelle il confie l'enquête si le vicaire lui-même ne la mène pas;
- c) La nomination d'un notaire canonique, si elle est jugée souhaitable ou nécessaire;
- d) Les mesures provisoires à l'égard de l'accusé qu'il estime prudentes pendant la durée de l'enquête, en particulier s'il existe un risque de nouvelle inconduite ou de scandale (cf. c. 1722 CIC). Ces mesures font partie des pouvoirs ordinaires du vicaire, même si elles requièrent une cause juste ou sérieuse, et peuvent inclure le retrait de postes impliquant des relations avec des mineurs, la limitation du ministère et des affectations, ou d'autres mesures qui, en elles-mêmes, ne portent pas préjudice ou ne mettent pas en

danger sa bonne réputation (c. c. 1717, § 2 CIC).

6.09 L'accusé sera informé de l'allégation et de toute preuve à l'appui dans les 48 heures suivant l'émission du décret, à moins que le vicaire, après avoir consulté le comité d'examen, ne décide qu'il serait préférable de ne pas divulguer certaines informations. Une telle décision doit être incluse dans le décret d'ouverture de l'enquête (voir article 6.06 ci-dessus). Dans les cas impliquant le sacrement de pénitence, l'accusateur a le droit de ne pas voir son nom révélé au prêtre accusé (cf. SST, art. 4, § 2). La nature de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) sera expliquée à l'accusé et on lui rappellera le principe selon lequel une personne est innocente jusqu'à preuve du contraire. L'accusé sera également informé qu'il peut avoir recours à un avocat civil et canonique, et qu'il peut se faire accompagner d'un avocat ou d'un autre conseiller lors de toutes les réunions auxquelles il assiste. En outre, il est informé qu'il ne doit en aucun cas communiquer avec les personnes qui ont formulé l'allégation, ni avec la victime présumée ou sa famille. Si l'accusé admet que les allégations sont fondées, le vicaire appliquera les mesures indiquées ci-dessous à l'article 8.0 ou 9.0.

6.10 La personne chargée de l'enquête s'entretient avec la ou les personnes qui ont formulé l'allégation, la victime présumée, la personne faisant l'objet de l'enquête et toute autre personne qui peut aider à clarifier les faits relatifs à l'allégation. Toute personne interrogée au cours de l'enquête doit être informée qu'elle peut être accompagnée d'une autre personne (canoniste, avocat civil ou autre conseiller). Si la victime présumée est encore mineure, et s'il semble approprié de l'interroger, le consentement exprès des parents ou des représentants légaux de la victime sera d'abord obtenu, et l'entretien se déroulera en leur présence. Le canoniste, l'avocat civil ou toute autre personne choisie par l'accusé ou la victime comme conseiller sera informé de manière adéquate du déroulement de l'enquête. Si l'accusé ou la victime choisit de ne pas se faire assister par une autre personne, ces informations lui seront communiquées directement.

6.11 Avant d'être interrogé, l'accusé doit être informé des faits qui lui sont reprochés et doit avoir la possibilité d'y répondre. Il peut répondre par une lettre personnelle, par l'intermédiaire de son canoniste ou de son avocat, ou oralement lors de l'entretien. Lors de cet entretien, ainsi que dans le cadre de toute procédure pénale qui pourrait être ouverte après l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC), la personne faisant l'objet de l'enquête n'a pas l'obligation d'avouer le délit, et il ne peut lui être demandé de prêter serment (cf. c. 1728 § 2 CIC).

6.12 La personne menant l'enquête et les personnes interrogées signent un compte rendu écrit de chaque entretien, après avoir vérifié qu'il reflète bien ce qui s'y est dit. À cette fin, l'entretien peut être enregistré et transcrit. La personne qui transcrit ces enregistrements doit s'engager à respecter la confidentialité à leur égard. Le document écrit doit également être signé par le notaire, s'il en a été désigné un.

6.13 Outre ces entretiens, la personne chargée de l'enquête recueillera toute autre information pertinente sous la forme de rapports, de lettres, de courriels et de tout autre élément susceptible de constituer une preuve liée à l'allégation. Des consultants de différents types (avocats, enquêteurs, etc.) peuvent être engagés si nécessaire pour aider la personne chargée de l'enquête.

6.14 À l'issue de l'enquête, le vicaire ou la personne qu'il aura désignée rédigera un rapport écrit reprenant l'allégation et les conclusions de l'enquête, en y ajoutant les suggestions et recommandations qu'il jugera appropriées. Ce rapport, accompagné des comptes rendus écrits des entretiens et d'autres documents pertinents (lettres, courriels, etc.), doit être présenté au comité d'examen, qui se réunira rapidement. Après avoir examiné toutes les conclusions et demandé les informations complémentaires qu'elle juge nécessaires, le comité d'examen soumettra par écrit au vicaire son évaluation des preuves de l'abus, et pourra également proposer au vicaire ses recommandations concernant les évaluations médicales et psychologiques de l'accusé, ainsi que les sanctions appropriées. Cet avis répondra aux exigences du c. 1718 § 3 CIC.

7.0 CONCLUSION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE (cf. c. 1717 CIC)

7.01 Le vicaire clôturera l'enquête préliminaire par un décret de conclusion (cf. c. 1718 § 1 CIC). Outre les conclusions de l'enquête préliminaire (cf. CIC, c. 1717) et les raisons qui les ont motivées, ce décret comprendra également les étapes ultérieures prescrites ci-dessous aux articles 7.02 - 7.07.

7.02 Dans les cas d'abus sexuel d'un mineur par un clerc, qui sont des crimes réservés à la CDF (cf. SST, art. 6) :

a) S'il semble probable (plus probable qu'improbable) qu'il n'a pas été commis, le Vicaire enverra le dossier au Prélat pour qu'il informe la CDF de l'enquête et de son résultat, et qu'il place le dossier dans des archives sécurisées, à moins que la Congrégation n'en dispose autrement. De même, le vicaire enverra une copie du décret à l'accusé, à la victime présumée et aux Ordinaires des diocèses dans lesquels le comportement présumé a eu lieu et où réside l'accusé.

b) S'il semble possible que le crime ait été commis, le dossier de l'enquête sera envoyé sans délai au Prélat avec l'avis personnel du vicaire, afin que le Prélat puisse le présenter à la CDF (cf. SST, art. 16 et 21). Dans ce cas, le clerc accusé ne participera à aucune activité de la Prélature à laquelle participent des mineurs, ni n'exercera aucune autre activité pastorale, et il exercera son ministère uniquement dans le centre de la Prélature où il réside. La décision sera communiquée par écrit au clerc accusé (y compris les limitations de ses activités), à la victime présumée ou à ses représentants et aux Ordinaires des diocèses dans lesquels la conduite présumée a eu lieu et où la personne accusée réside.

7.03 S'il semble probable qu'un crime non réservé à la CDF a été commis, le vicaire, conformément au c. 1718 § 1 CIC, décidera des mesures à prendre en accord avec le droit canonique. L'accusé ne participera à aucune activité de la Prélature à laquelle participent des mineurs, ni n'exercera aucune autre activité pastorale, et un clerc n'exercera son ministère que dans le centre de la Prélature où il réside. Si le vicaire décide de recourir à une procédure extrajudiciaire ou administrative, il suivra les étapes décrites dans l'annexe 2. S'il décide d'engager un procès pénal judiciaire, il fera parvenir le dossier de l'enquête au Promoteur de Justice du Tribunal de la Prélature aux fins du c. 1721 CIC, et il informera la personne faisant l'objet de l'enquête du décret conformément au c. 55 CIC. Il veillera également à ce que le

même décret soit communiqué à la victime et, si l'accusé est un clerc, aux Ordinaires des diocèses dans lesquels le comportement présumé a eu lieu et où l'accusé réside, en indiquant qu'il lui est interdit de participer à toute activité de la Prélature à laquelle participent des mineurs.

7.04 S'il semble probable qu'il n'y a pas eu de crime, mais que l'accusé a commis des abus ou d'autres comportements qui nuisent à l'exemplarité d'un prêtre ou d'un laïc qui veut vivre pleinement sa vocation chrétienne, le vicaire émettra un décret de conclusion suivant le c. 1718, § 1, 1° CIC. En outre, il appliquera les remèdes pénaux ou les pénitences qu'il jugera appropriés (voir article 8.0 ci-dessous).

7.05 S'il semble probable qu'il n'y a pas eu d'abus de quelque nature que ce soit (et qu'il n'est pas question de crimes réservés), le vicaire doit l'indiquer dans le décret de conclusion, en précisant également que le dossier doit être placé dans des archives sécurisées (voir article 10.4 ci-dessous). Il enverra une copie du décret à la personne faisant l'objet de l'enquête et à la victime. Il veillera également à ce que l'accusé bénéficie d'un suivi médical, psychologique et pastoral adapté à sa situation.

7.06 Le vicaire ou une personne désignée par lui rencontrera la victime pour l'informer des résultats de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC). Le vicaire ou son représentant et la victime doivent chacun être accompagnés d'une autre personne. À ce moment-là, la victime et, si cela semble nécessaire, sa famille, se verront offrir l'assistance pastorale la plus adaptée aux circonstances. Si l'allégation n'est pas fondée et que cela a été confirmé par la CDF (le cas échéant), la victime présumée sera traitée avec compassion et se verra offrir toute l'aide qui semble nécessaire et raisonnable.

8.0 PEINES ET PÉNITENCES POUR LES ABUS QUI NE SONT PAS DES CRIMES

8.01 Si, au terme d'une enquête, il est établi qu'il y a eu une conduite imprudente, inappropriée ou autrement répréhensible, qui porte atteinte au caractère exemplaire propre à un prêtre ou à un laïc qui souhaite vivre pleinement sa vocation chrétienne, mais qui ne doit pas faire l'objet de poursuites (cf. c. 1718, § 1 CIC) parce que, par exemple, les actes ne constituent pas un crime canonique, le vicaire, après avoir consulté le comité d'examen, évaluera la possibilité de procéder selon le c. 1339 CIC ou selon le c. 1319 et les *Statuta*, n° 30.

8.02 Dans les cas mentionnés à l'article précédent, si le vicaire estime qu'il doit formellement admonester ou réprimander les fidèles en question conformément au c. 1339 CIC, ou même les avertir formellement qu'ils pourraient être renvoyés de la Prélature conformément aux *Statuta* n° 32, il l'établira dans un décret - le cas échéant, le décret de conclusion de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) - et consignera par écrit l'admonestation ou la réprimande, en reflétant substantiellement son contenu dans un document qui sera signé par le vicaire, ou par celui qui agit en son nom, par un notaire et par l'intéressé, après qu'il l'aura lu en leur présence. Si la personne refuse de signer ce document, le notaire consignera son refus dans ce document. Ces documents seront conservés dans des archives sécurisées (voir article 10.4 ci-dessous).

8.03 Si les avertissements ou les réprimandes ont été inefficaces, ou si l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce qu'ils le soient, le vicaire peut imposer un précepte pénal (cf. c. 1319, § 1, 49 CIC), dans lequel il indique exactement ce que la personne concernée doit faire ou éviter, et qui établit également une peine spécifique (cf. c. 1315, § 2 CIC), que la personne encourra si elle désobéit. La peine établie dans le précepte pénal doit être une censure ou une peine expiatoire non perpétuelle (cf. c. 1312 CIC), y compris le renvoi de la Prélature (cf. *Statuta*, n° 30). En cas de désobéissance à ce précepte, la procédure administrative du c. 1720 CIC, doit être suivie pour imposer la peine prescrite.

9.0 RÉPONSE CANONIQUE AUX CRIMES CONFIRMÉS D'ABUS SEXUELS SUR MINEURS

9.01 Lorsqu'un seul acte d'abus sexuel sur un mineur par un membre du personnel de la Prélature est admis par l'accusé ou confirmé par un procès ou une procédure canonique (judiciaire ou extrajudiciaire), mené en conformité avec les normes du droit canonique, le vicaire déterminera l'aptitude de la personne à continuer dans la Prélature (cf. *Normes essentielles*, n° 8).

9.02 Toute personne reconnue coupable d'avoir commis un délit d'abus sexuel à l'encontre d'un mineur ou d'une personne vulnérable sera écartée de toute charge ou mission pastorale ou apostolique. Toutefois, elle bénéficiera d'un soutien approprié en vue de sa réhabilitation psychologique et spirituelle et de sa réinsertion sociale.

9.03 En tenant compte des normes applicables des *Statuta* (cf. n°s 28-35), le vicaire peut suggérer à la personne qui a commis l'abus sexuel de demander au Prélat une dispense d'appartenance à la Prélature (cf. *Statuta*, n° 31) ou il peut suggérer au Prélat que la personne soit renvoyée de la Prélature. Dans tous les cas, on respectera les droits que les statuts de l'Opus Dei et le droit canonique accordent aux fidèles qui ont été reconnus coupables conformément au droit canonique.

9.04 En ce qui concerne les peines canoniques applicables aux prêtres ou aux diacres qui commettent ces crimes, on appliquera ce qui est établi dans le SST, art. 6 § 2 ; 21 § 2 (voir aussi la Lettre circulaire de la CDF du 3 mai 2011, II) :

- a) Un prêtre ou un diacre qui a commis un acte d'abus sexuel sur un mineur peut demander à tout moment une dispense des obligations de l'état clérical.
- b) Dans les cas très graves, le Prélat de l'Opus Dei peut demander à la CDF de soumettre directement à la décision du Souverain Pontife la révocation de l'état clérical et la dispense de la loi du célibat, lorsqu'il est manifestement évident qu'un crime a été commis et après que le coupable a eu la possibilité de se défendre (cf. SST, art. 21 § 2, 2).
- c) L'évêque du diocèse dans lequel l'abus a eu lieu doit être informé de la résolution du cas.

9.05 La réadmission d'un clerc à l'exercice public de son ministère est à exclure si elle peut présenter un danger pour les mineurs ou s'il y a un risque de scandale pour la communauté (cf. CDF, Lettre circulaire du 3 mai 2011, III, i).

9.06 Un prêtre ou un diacre de la Prélature qui a commis un acte d'abus sexuel sur un mineur ne peut être chargé de tâches propres au ministère sacerdotal ou diaconal dans une autre circonscription ecclésiastique, ni transféré dans une autre circonscription ecclésiastique pour y exercer une mission ministérielle, à moins que le vicaire n'informe préalablement et en détail l'Ordinaire de cette circonscription du délit d'abus sexuel commis et de toute autre information indiquant que le prêtre ou le diacre a été ou peut être un danger pour les mineurs.

10.0 CONSIDÉRATIONS FINALES

10.01 Dans tout règlement avec une victime (cf. c. 1748 §4 CIC), qu'il soit effectué dans le cadre d'un procès canonique ou non, on observera ce qui suit :

- a) Il doit y avoir un accord écrit signé par les deux parties. Le vicaire ou son représentant signera pour la Prélature.
- b) L'accord comprendra une disposition selon laquelle la victime ne cherchera pas à obtenir d'autres compensations pour les actes allégués devant un tribunal, qu'il soit civil ou ecclésiastique.
- c) Les parties ne sont pas tenues à la confidentialité, sauf si la victime le demande, et cette demande doit être notée dans le texte de l'accord (cf. *Charte de l'USCCB pour la protection des enfants et des jeunes* (2018), art. 3; CECC, *Protection des personnes mineures contre les abus sexuels* (2018), leçon 8.

Un règlement ne dispense pas de l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) et des éventuelles procédures ultérieures décrites dans la présente politique.

10.02 Si l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC) ou un procès canonique ultérieur a conclu qu'une allégation n'était pas fondée et que l'accusé est innocent, le vicaire prendra toutes les mesures nécessaires pour rétablir la bonne réputation de la personne.

10.03 Dans les cas où l'abus a été confirmé, le vicaire cherchera des moyens d'aider les victimes de l'abus et leurs familles à se remettre des éventuels traumatismes psychologiques et spirituels. Il considérera également les moyens de répondre aux souffrances de ceux qui sont au courant de l'abus ou qui ont été déçus d'apprendre qu'une personne qu'ils avaient hautement respectée s'était livrée à un tel comportement.

10.04 Les personnes impliquées dans l'enquête et le traitement ultérieur d'une plainte pour abus sexuel sur mineur respecteront la confidentialité des informations obtenues au cours de l'enquête. Toute déclaration publique concernant ces informations ou toute action entreprise en réponse à celles-ci ne peut être faite qu'avec l'approbation explicite du vicaire. Tout contact avec les médias ou toute demande de renseignements concernant un incident d'abus commis par un membre du personnel de la Prélature doit être adressé au bureau du vicaire.

10.05 Tous les documents relatifs aux allégations d'abus sexuels et à l'enquête sur ces allégations sont conservés conformément aux cc. 489 et 1719 CIC.

Politique révisée et approuvée : 31 mars 2025

Annexe 1 : Description des abus sexuels

L'abus sexuel d'un mineur comprend l'agression sexuelle ou l'exploitation sexuelle d'un mineur et tout autre comportement par lequel un adulte utilise un mineur comme objet de gratification sexuelle. Cela inclut, sans s'y limiter, le contact sexuel avec les parties intimes d'un mineur à des fins de gratification ou d'excitation sexuelle ou dans le but de dégrader ou d'humilier le mineur. Les attouchements délibérés des parties intimes d'un mineur, la demande d'attouchement des parties intimes d'un adulte, l'exposition des parties intimes d'un adulte à un mineur ou le fait de demander à un mineur d'exposer ses parties intimes constituent également des abus sexuels.

Il est nécessaire de procéder de la manière prévue pour les cas d'abus sexuels lorsque les allégations se réfèrent à un comportement consistant à a) forcer quelqu'un par la violence ou la menace ou en abusant de son autorité à accomplir ou à se soumettre à des actes sexuels ; b) accomplir des actes sexuels avec un mineur ou une personne vulnérable ; c) acquérir, produire, exposer, posséder ou distribuer, par quelque technologie que ce soit, y compris par des moyens électroniques, de la pornographie enfantine (d'une personne âgée de moins de 18 ans), ainsi que recruter ou inciter un mineur ou une personne vulnérable à participer à des exhibitions pornographiques (cf. c. 1398 ; VELM art. 1 § 1).

Les transgressions en question se rapportent aux obligations découlant des commandements divins concernant l'interaction sexuelle humaine, tels qu'ils nous sont transmis par le sixième commandement du Décalogue. Ainsi, la norme à prendre en compte pour évaluer une allégation d'abus sexuel sur un mineur est de savoir si le comportement ou l'interaction avec un mineur se qualifie comme une violation externe, objectivement grave, du sixième commandement (*Canonical Delicts Involving Sexual Misconduct and Dismissal from the Clerical State*, USCCB (1995), p. 6; CECC, *Protection des personnes mineures contre les abus sexuels* (2018), § 3).

Un délit canonique contre le sixième commandement (cc. 1395, 1398 CIC) n'a pas besoin d'être un acte sexuel complet. De même, pour être objectivement grave, un acte n'a pas besoin d'impliquer la force, le contact physique ou un résultat nuisible perceptible. De plus, l'imputabilité (responsabilité morale) d'un délit canonique « est présumée en cas de violation externe » (cf. c. 1321, §4; cc. 1322-27 CIC).

En cas de doute sur la qualification d'un acte spécifique comme violation externe objectivement grave, les écrits de théologiens moraux reconnus peuvent être consultés et l'avis d'experts reconnus peut être obtenu (cf. *Canonical Delicts*, p. 6).

Annexe 2 : Guide pour une procédure extrajudiciaire ou administrative

1. Après avoir reçu l'autorisation du Prélat de recourir à la procédure administrative, le vicaire convoque sans délai le défendeur avec son avocat (cf. c. 1509 CIC), en l'informant qu'il doit comparaître avec son avocat (cf. c. 1483 CIC), afin de lui notifier, conformément au c. 55 CIC, 1) le décret concluant l'enquête préliminaire (cf. c. 1717 CIC), 2) le consentement du Prélat à procéder, et 3) conformément au c. 1720 CIC, l'accusation formelle et les preuves qui l'étayent.

2.1 Lors de cette réunion, le vicaire ou son délégué, l'accusé et le notaire doivent être présents. Le notaire est chargé de rédiger un procès-verbal qui sera signé par toutes les personnes présentes à la fin de la séance.

2.2 Le vicaire ou le notaire lira l'accusation à l'accusé et lui exposera les preuves sur lesquelles elle est fondée. Que ce soit oralement ou par écrit, cette communication sera faite de manière à ce que l'accusé ait la possibilité de se défendre adéquatement sur tous les aspects de l'accusation.

2.3 Si l'accusé ne se présente pas après avoir été dûment convoqué, les indications des cc. 1592-1593 sont à suivre dans la mesure du possible.

2.4 Lors de cette réunion, le vicaire (cf. c. 1342 § 3 CIC) peut également notifier à l'accusé les mesures conservatoires qu'il a décrétées, s'il les estime nécessaires à l'une des fins prévues au c. 1722 CIC.

2.5 A la fin de la séance, avant la signature du procès-verbal, le vicaire fixe la date et l'heure de la prochaine séance, en donnant à l'accusé le temps de préparer sa défense et de présenter les preuves qu'il juge opportunes, en tenant toujours compte du fait que l'accusé n'est pas obligé de reconnaître un délit et qu'il ne peut pas prêter serment (c. 1728 § 2 CIC).

2.6 Si la preuve comprend des déclarations de témoins ou des témoignages d'experts, le vicaire doit convoquer par décret chaque témoin proposé et chaque expert conformément à l'article 1509 CIC.

3.1 Lors de la réunion où la défense présentera ses prétentions et ses preuves, le vicaire, l'accusé et son avocat, et au moins un notaire ou deux témoins doivent être présents. Le vicaire détermine l'ordre de la séance de la manière qu'il juge la plus prudente, en suivant les directives des cc. 1526-1586 CIC dans la mesure où cela est utile.

3.2 Sans restreindre les droits de la défense, le vicaire doit fixer le délai le plus court possible pour les procédures nécessaires à la présentation des preuves.

3.3 Une fois la présentation des preuves terminée, les conclusions sont présentées brièvement, en tenant compte du fait que l'accusé a le droit de parler ou d'écrire en dernier (cf. c. 1725 CIC).

3.4 Dans toutes les sessions, le notaire ou, en son absence, l'un des témoins, établira un procès-verbal qui sera signé par toutes les personnes présentes à la fin de la session.

4.1 Une fois la présentation des preuves terminée, le vicaire se réunira dès que possible avec le comité d'examen afin d'évaluer soigneusement toutes les preuves et les affirmations présentées lors des sessions et des enquêtes qui ont été menées (cf. c. 1720, 2° CIC). Les cc. 1526-1586 CIC peuvent fournir une orientation pour l'évaluation des preuves, qui ne doit pas être prolongée inutilement.

4.2 Si, après cette évaluation, le vicaire parvient à une certitude morale (cf. c. 1608 CIC, en vertu du c. 1342 § 3 CIC) sur la survenance de l'abus et son imputabilité (cf. c. 1720, 3° CIC), et s'il vérifie que l'action criminelle n'est pas éteinte (cf. c. 1362 CIC), il doit émettre un décret de condamnation.

4.3 Si, en revanche, il ne lui est pas possible d'atteindre la certitude morale ou si l'innocence de l'accusé est prouvée (cf. c. 1726 CIC), il doit rendre un décret d'acquiescement (avec les motifs de son jugement), en envisageant, le cas échéant, la possibilité d'appliquer les remèdes pénaux et les pénitences prévus par la loi (cf. cc. 1339-1340 CIC).

4.4 Ces remèdes pénaux et pénitences doivent être appliqués si le vicaire a atteint la certitude morale de l'occurrence de l'abus et de son imputabilité (comme à l'article 4.2 ci-dessus) mais que l'action criminelle est éteinte (cf. c. 1362 CIC).

5.1 Dans le décret pénal de condamnation, le vicaire doit donner les raisons de sa certitude morale, c'est-à-dire les faits de l'accusation qu'il considère comme ayant été prouvés dans la procédure et le poids juridique qu'ils méritent; les circonstances pertinentes qu'il considère comme également prouvées; pourquoi il ne considère pas soutenable la défense de l'accusé concernant ces faits et circonstances; et quelles sont les prescriptions de la loi applicables au cas selon le poids juridique exprimé. Les règles relatives à la détermination de la peine, en particulier celles contenues dans les cc. 1608 et 1611-1612 CIC, peuvent servir de guide pour structurer le décret.

5.2 En outre, le décret doit déclarer avec précision la peine à infliger au coupable. En la matière, le vicaire doit suivre les normes des cc. 1342-1350 CIC.

5.3 Le décret pénal doit être daté, signé et contresigné de la manière habituelle (voir c. 474 CIC). Il doit être notifié au coupable dans les quinze jours, conformément aux cc. 55-56 CIC.

5.4 Le décret doit indiquer qu'un recours hiérarchique auprès du Prélat est possible, conformément aux cc. 1732-1739 CIC, la peine étant suspendue jusqu'à ce que ce recours soit résolu (cf. c. 1353 CIC).

Annexe 3 : Rapport de suspicion d'abus sur mineur par le personnel de la Prélature de l'Opus Dei aux États-Unis et au Canada

Voir le formulaire de rapport ci-joint dans les pages suivantes.

**RAPPORT DE SUSPICION D'ABUS SUR UN MINEUR OU UN ADULTE
VULNÉRABLE PAR LE PERSONNEL DE LA PRÉLATURE DE L'OPUS DEI AUX
ÉTATS-UNIS ET AU CANADA**

*Il n'est pas nécessaire de disposer de toutes les informations demandées avant de
signaler l'incident.*

1) Ce rapport est présenté par :

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

2) Personne soupçonnée d'abus :

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Sexe : Homme _____ Féminin _____

3) Victime présumée :

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Âge : _____ Sexe : Homme _____ Féminin _____

Âge au moment de l'abus présumé : _____

4) Coordonnées des parents/tuteurs de la victime si celle-ci est encore mineure :

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

5) Nom et coordonnées du témoin oculaire de l'abus présumé (utilisez une autre feuille si nécessaire) :

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Nom : _____

Adresse : _____ Ville : _____

État/Province : _____ Code ZIP/Code postal : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

6) Nom et coordonnées des personnes à qui l'incident a été signalé (utiliser une autre feuille si nécessaire) :

Nom (et titre) : _____ Téléphone : _____

Nom (et titre) : _____ Téléphone : _____

Nom (et titre) : _____ Téléphone : _____

7) Sur une feuille séparée, veuillez dactylographier ou écrire lisiblement à l'encre une description de l'abus sexuel présumé, y compris les informations suivantes :

- la nature de l'acte (des actes) reproché(s)
- date(s) et heure(s) à laquelle le(s) fait(s) reproché(s) s'est (se sont) produit(s)
- le(s) lieu(x) / l'(les) adresse(s) où l'(les) acte(s) présumé(s) a(ont) eu lieu
- toute autre information que vous jugez importante

Veillez *signer* la description et l'agrafer à cette feuille.

Signature de la personne qui signale l'abus présumé _____

Date _____